



Assemblée générale

Distr. limitée
26 octobre 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Sixième Commission

Point 80 de l'ordre du jour

Protection diplomatique

Projet de résolution

Protection diplomatique

L'Assemblée générale,

Rappelant que, dans sa résolution 62/67 du 6 décembre 2007 à laquelle était annexé le texte des articles sur la protection diplomatique, elle a recommandé ces articles à l'attention des gouvernements,

Rappelant aussi que la Commission du droit international lui a recommandé l'élaboration d'une convention sur la base des articles sur la protection diplomatique¹,

Soulignant que la codification et le développement progressif du droit international, envisagés à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte des Nations Unies, conservent toute leur importance,

Notant que la question de la protection diplomatique est de toute première importance pour les relations entre les États,

Prenant en considération les observations et commentaires des gouvernements² ainsi que les débats sur la protection diplomatique que la Sixième Commission a tenus pendant les soixante-deuxième et soixante-cinquième sessions de l'Assemblée,

1. *Recommande* à nouveau les articles sur la protection diplomatique présentés par la Commission du droit international à l'attention des gouvernements, et invite ceux-ci à adresser par écrit au Secrétaire général les nouvelles observations qu'ils auraient à faire, y compris à propos de la recommandation de la Commission concernant l'élaboration d'une convention sur la base des articles¹;

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 10 (A/61/10), par. 46.

² A/62/118 et Add.1 et A/65/182 et Add.1.



2. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-huitième session une question intitulée « Protection diplomatique » et, dans le cadre d'un groupe de travail de la Sixième Commission et à la lumière des observations écrites des gouvernements et des opinions exprimées lors des débats tenus à ses soixante-deuxième et soixante-cinquième sessions, d'examiner plus avant la question de l'élaboration d'une convention sur la protection diplomatique sur la base des articles susmentionnés ou des autres suites qui pourraient être données à ces articles, et d'identifier les éventuelles divergences d'opinion concernant lesdits articles.
